

loyers à cause des taxes. Bien sûr, Trudeau est millionnaire. Il ignore ce que c'est de ne prendre qu'un repas par jour. Je suis sûr qu'il n'a jamais mis les pieds dans un magasin d'alimentation. Quand nous avons payé notre loyer, l'électricité et le téléphone il ne nous reste pas assez pour la nourriture et nous ne pouvons donc nous permettre qu'un repas par jour.

Ce sont là des circonstances qui se répètent des milliers de fois. Les personnes âgées du Canada en ont assez des enquêtes, des comités, des groupes d'étude et des Livres blancs. Elles veulent avoir la chance de vivre les quelques années qui leur restent avec un minimum d'honneur et de dignité.

J'aimerais maintenant vous lire une lettre qui vient de ma ville natale—qui se trouve, d'ailleurs, dans la circonscription de mon vis-à-vis le député de Vancouver-Quadra (M. Deachman):

Les gens au pouvoir feraient bien d'engager quelques vieux retraités pour redresser les choses, car il y a parmi eux bien des cerveaux qui sommeillent. Personne ne nous accorde la moindre attention, mais nous vous avons élevés, nourris et soignés sans beaucoup d'aide autre que nos propres ressources. Nous sommes maintenant vieux, nous avons fait notre travail, et, dans la plupart des cas, nous l'avons bien fait. Mais que fait-on? On nous envoie promener. Comment deux personnes peuvent-elles vivre et se faire soigner comme il faut avec \$250 par mois? Nous ne buvons pas, nous ne fumons pas, nous n'avons pas de voiture, et nous ne nous permettons pas de distractions. Bien sûr, nous avons notre propre maison, mais il nous faut payer le combustible, la nourriture, et divers frais comme les transports, les médicaments, les vêtements, les lunettes, les appareils acoustiques, etc., sans avoir d'argent de côté pour les imprévus. Il nous faut, de plus, entretenir et faire réparer notre maison, c'est-à-dire qu'il nous faut payer l'entretien du Jardin et des pelouses, l'impôt foncier, les travaux de peinture et d'entretien général, et ce, sans argent supplémentaire.

Le couple de retraités moyen comme le nôtre ne peut absolument pas faire face à toutes ces dépenses à moins de \$350 ou de \$400 par mois, mais c'est ce que cela nous coûterait si nous étions obligés de payer un loyer et d'acheter en plus toutes les autres choses dont nous avons besoin.

La taxe de vente de 11 p. 100 nous empêche d'acheter les matériaux nécessaires à la construction et à l'entretien, si bien que nous sommes obligés de nous en passer et de laisser plus ou moins notre maison se détériorer, sans pouvoir même la garder en état d'être vendue. Je ne pense pas qu'il serait impossible au gouvernement de payer ce supplément de pension.

Attendez que ces gens apprennent qu'il y a 639 millions de dollars dans la caisse de sécurité de la vieillesse. Ils ne se demanderont certainement plus alors s'il est possible au gouvernement de verser des pensions plus élevées. J'en reviens à la lettre:

• (1730)

Nous nous retrouvons dans cette situation à cause de l'attitude des gouvernements antérieurs, exposée ci-haut et le gouvernement actuel continue de suivre la même politique d'attribution au détriment du grand nombre par la volonté du petit nombre.

Les jours d'hésitation de ce gouvernement approchent de leur fin. Indépendamment de la date à laquelle seront décrétées les élections, je veux avertir le gouvernement qu'il y a un groupe de pensionnés bien organisés à l'étendue du pays qui connaissent les faits, qui savent qu'il y a de l'argent pour tout ce que le gouvernement veut faire et qui sont déterminés, si le gouvernement ne les traite pas justement, de mettre le gouvernement à la retraite à son tour, avec des pensions qui, malheureusement, sont beaucoup trop suffisantes par rapport aux pensions que touchent les vieillards qui connaissent maintenant la misère dans nos villes et nos campagnes.

[Français]

M. André Ouellet (secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur

l'Orateur, je ne peux pas accepter que l'on décrive la situation des Canadiens comme étant aussi effroyable que certains députés de l'opposition voudraient le laisser croire.

La motion de défiance présentée aujourd'hui pêche par une série d'omissions très importantes. Il est injuste, monsieur l'Orateur, de vouloir faire croire à la population que le gouvernement actuel ne s'occupe pas de la pauvreté au Canada.

Il est injuste, monsieur l'Orateur, de vouloir faire croire à la population que le gouvernement actuel ne s'occupe pas des personnes âgées. Il est tout aussi injuste de vouloir faire croire à la population que le gouvernement canadien ne s'occupe pas des déshérités de la vie.

Le gouvernement actuel a publié un Livre blanc sur la sécurité du revenu. Ce volume devrait être connu des membres de l'opposition. Ce livre devrait être en quelque sorte leur Bible, leur livre de chevet, et après avoir entendu certains députés de l'opposition parler cet après-midi, je pense qu'il serait important qu'ils prennent connaissance de ce volume. J'ai l'intention de leur faire parvenir, parce que je crois qu'ils feignent de le connaître ou, tout simplement, qu'ils ne le connaissent pas.

Il faut souligner que les programmes de sécurité du revenu au Canada ne peuvent être appliqués et rester efficaces qu'au sein d'une économie florissante et grâce à une stabilité des prix. A moins que le système ne donne à la plupart des individus capables de travailler l'occasion d'exercer à profit leurs talents initiaux, la richesse nationale nécessaire au financement de la sécurité du revenu fera défaut, et notre pays sera dépourvu des moyens nécessaires pour venir en aide à ceux qui ne peuvent participer, totalement ou en partie, aux efforts de la population active.

Or, le Livre blanc du gouvernement attire en particulier l'attention sur le nombre considérable de programmes de sécurité du revenu qui s'appuient actuellement sur le fondement d'une amélioration continue du progrès économique au cours du dernier demi-siècle.

Nos objectifs sont doubles: d'abord, garantie du revenu et, ensuite, soutien du revenu.

La garantie du revenu réduit l'insécurité, allège temporairement les difficultés financières et prévient ou réduit la pauvreté pour la majorité des citoyens qui peuvent s'attendre à faire partie de la population active.

Par ailleurs, le soutien du revenu, lui, est destiné plus directement aux personnes pauvres, parce que ces dernières ne peuvent pas, pour des raisons diverses et indépendantes de leur volonté, faire partie de la population active.

Or, le Livre blanc étudie les priorités à la lumière des problèmes modernes. L'un de ces problèmes est l'existence de plusieurs groupes importants de personnes qui manquent de moyens et souffrent d'inégalité des chances en comparaison de la plupart de leurs concitoyens. Parmi ces groupes se trouvent, bien entendu, les personnes âgées, dont il a été question aujourd'hui, les mères seules, avec des enfants à charge, les invalides et les travailleurs pauvres. Je dois dire que la situation est très grave, en particulier pour les familles avec des enfants.

Or, simultanément, certains programmes de protection du revenu sont critiqués de plus en plus parce qu'ils sont universels. Pourtant, ils profitent à tous les Canadiens, sans considération du revenu, et, dans certains cas, des sommes très importantes sont versées à des gens ayant des moyens amplement suffisants.

Le défi actuel, monsieur l'Orateur, selon le programme du gouvernement, est donc d'énoncer une nouvelle politi-